

Intérêts Professionnels

ASSEMBLÉE DU BUREAU DE MÉDECINE

L'assemblée semi-annuelle du Bureau des Médecins de cette Province, qui a eu lieu le 26 septembre, a été très intéressante à plus d'un point de vue.

Il nous a fait plaisir de voir que le Comité de Créances s'en tient à une application sérieuse, mais juste, de nos lois, et exige de fortes garanties des aspirants à la licence.

Là aussi nous avons été à même de constater le mal considérable causé par les trop fameuses lois d'exception, passées par les Législateurs de cette Province.

Sur 21 licenciés admis à cette séance, dix seulement étaient des réguliers ; dix recevaient leur licence grâce à la loi Taschereau, et un passait sous le bénéfice de la loi Pinault-Roy. Et cependant que d'admissions d'irréguliers depuis l'existence de ces lois !

En 1900 nous comptons 48 réguliers admis à l'existence de notre profession et 39 bénéficiaires de ces deux lois ; l'année 1901 fournit 69 réguliers et 28 irréguliers ; 1902 donne 49 réguliers et 26 irréguliers ; même proportion en 1903 ; 1904 compte sur 63 candidats, 19 aspirants qui se prévalent de ces lois ; nous trouvons en 1905 quinze irréguliers contre 48 ayant des titres complets ; enfin en 1906 nous avons 25 irréguliers sur 29 réguliers. En tout 177 bénéficiaires de ces deux lois néfastes contre 334 licenciés ayant rempli toutes les conditions d'entrée dans la profession, soit à peu près 29%. Et cela sans compter ceux qui sont arrivés par équivalence de titres ou sous le couvert d'un bill privé. N'est-ce pas réellement alarmant et n'est-il pas temps de se demander où est le mal et comment l'enrayer ? Pour nous, nous croyons que nous n'y parviendrons que le jour où nos représentants du Bureau s'en tiendront à l'objet même du Collège, celui de veiller à la formation solide des étudiants qui se préparent à exercer notre profession, et lorsque tous les membres de ce Collège uniront leurs efforts pour imposer leur désir, leur volonté à nos Législateurs, qui, grâce à notre indifférence, avouons-le, nous traitent d'une façon absolument cavalière. Et pourtant les médecins comptent pour quelque chose dans le domaine politique.